

*Les crédits*

dépenses de l'ordre de 49 milliards de dollars, 48,8 milliards de dollars plus exactement.

Avant d'être aussi généreux, il y a plusieurs choses que nous voudrions dire au député de Beauharnois—Salaberry et au groupe qu'il est obligé de représenter ici ce matin.

Depuis au moins deux ans, en fait plus que cela, notre pays est confronté à deux grandes crises à la fois. Notre économie éprouve de graves problèmes qui vont même au-delà de l'actuelle récession dont on tarde à sortir et, en outre, bien entendu, chose tout aussi importante, la crise d'unité nationale est loin d'être réglée.

Ma collègue de Simcoe—Centre nous dit que nous sommes confrontés à la question de l'unité nationale depuis 1982. Elle a presque raison. Elle se trompe seulement de date. Elle est légèrement dans l'erreur pour ce qui est de la date mais comme à côté de la plaque à cet égard. Elle n'était pas ici à ce moment-là on peut lui pardonner de se tromper quelque peu.

On a réglé cette question en 1982, sauf qu'un séparatiste du Québec, qui n'était prêt à rien signer, a refusé de donner son accord. Tout le monde le sait, notamment le premier ministre actuel qui a déclaré en 1982 que c'était bien le cas et qui a félicité le premier ministre de l'époque, M. Trudeau, pour son initiative. Il essaie depuis de réécrire l'histoire quelque peu et elle a donc presque raison. Elle s'est légèrement trompée, mais, je suis persuadé qu'elle voulait dire, en toute déférence, 1984. C'est là que les problèmes ont commencé.

Il existe un vieux proverbe que la Chambre et même le gouvernement d'un pays auraient intérêt à appliquer: «Il ne faut pas essayer de changer une formule gagnante.» Si elle veut savoir pourquoi nous nous retrouvons dans ce borbier constitutionnel aujourd'hui, c'est en grande partie parce que, en 1982, en 1984, quelqu'un a essayé de changer la formule gagnante.

Elle ajoute encore: «Le Québec a été laissé pour compte»: c'est un premier ministre séparatiste du Québec qui a choisi d'être laissé pour compte. Peu importe l'offre faite en 1982, la situation aurait été la même. Je lui demande de faire preuve de bon sens et de ne pas réécrire l'histoire. Son propre chef a dit en gros, en 1982, ce que je suis en train de dire maintenant.

[Français]

Madame la Présidente, en ce qui concerne la scène constitutionnelle, il semble que les travaux du comité parlementaire, de plusieurs commissions provinciales et d'une demi-douzaine de conférences constitutionnelles, y compris celle de Toronto à la fin mai et plus récemment,

celle tenue ici, à Ottawa, je pense, la semaine dernière, aient fait avancer le projet de réforme constitutionnelle. J'espère que les gouvernements vont utiliser les opportunités pour continuer de chercher une solution.

Comme je l'expliquerai plus tard, plus vite nous compléterons cette réforme constitutionnelle, mieux cela vaudra pour notre économie.

[Traduction]

D'aucuns affirment qu'ils en ont assez d'entendre parler de Constitution; il m'arrive aussi de dire la même chose à l'occasion. Nous devrions cesser d'en parler. Bien sûr, nous ne pouvons pas mettre la Constitution de côté pour l'instant parce qu'on ne peut pas avoir d'économie, solide ou pas, si on n'a pas de pays.

Cette incertitude doit être dissipée et je sais que ce n'est pas le moment d'en parler, mais je tenais à souligner le lien qui existe entre l'économie et l'unité nationale parce que les deux vont de pair. Il est difficile de discuter de façon intelligente d'un de ces sujets sans être au moins instruit de l'autre.

Cela dit, j'aimerais en venir à la question qui nous intéresse, le désir du gouvernement que nous faisons la paix, que nous oublions le passé, que nous lui accordions 48,4 milliards de plus pour qu'il puisse dépenser cet argent à sa guise.

Jetons un coup d'oeil au budget présenté par le nouveau ministre des Finances, le représentant de l'Alberta qui a déposé son premier budget en février de cette année.

Mais auparavant, j'aimerais revenir aux propos tenus par le chef de l'opposition, le chef de mon parti qui, en novembre dernier, a proposé un plan en cinq points sur lequel se fonderait le futur gouvernement libéral du Canada pour rétablir l'infrastructure industrielle à long terme du Canada.

Le plan qu'il a proposé à ce moment-là, plan que nous appuyons toujours et que nous appuierons en tant que gouvernement, prévoit des mesures destinées à favoriser la croissance économique et à établir un meilleur équilibre entre la lutte à l'inflation et les autres objectifs économiques.

En janvier de cette année, mon parti a dévoilé un nouveau plan en cinq points en vue de relancer l'économie. Jetons un coup d'oeil aux éléments qui le composent. Ce plan prévoit, entre autres, le versement d'une mise de fonds de 5 p. cent pour les premiers acheteurs, autorisant ainsi ces derniers à utiliser leur REER pour s'acheter une maison, un programme d'infrastructure à frais partagés qui engloberait les projets déjà mis en veilleuse par les municipalités canadiennes, de nouveaux